



SECTION
DE LA
HAUTE-MARNE



Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP

Géographie revisitée ou comment la Direction Générale réinvente la concertation ?

Le 6 juin dernier, la directrice départementale des finances publiques de Haute-Marne conviait les organisations syndicales puis les chefs de service à une réunion d'information relative à la « construction du nouveau réseau ».

Les mots concertation et phase de concertation ont été moult fois cités afin de nous expliquer ? ainsi qu'aux élus ? que rien n'était décidé et que tout était à l'état de projet.

Mais un document émanant de la Direction Générale appelé « **Guide pour la phase de concertation** » démontre le contraire et surtout explique aux directeurs départementaux comment faire croire qu'il y aura phase de concertation.

En effet, au sujet de la concertation avec les élus, il est écrit que les réunions avec les élus auront « *vocation à mesurer les réactions au courrier du ministre, à apprécier l'impact des différents arguments, les logiques de la déconcentration de proximité en apportant des réponses différenciées aux besoins des élus...* » D'ailleurs dès mi-juillet, un point d'étape devrait être remonté!!!

Concernant les agents, les grand-messes des 17-18 et 19 juin dernier servent uniquement « à présenter le projet et couper court aux informations erronées et recueillir leurs réactions ».

Les GT organisés ne seront que des instances informelles sans réel dialogue.



Même les relations avec la presse sont prévues puisqu'il est écrit que « *le recours à la presse n'est pas obligatoire mais doit s'apprécier au regard du contexte local, et en particulier des réactions suscitées par le lancement de la concertation pour expliquer la démarche. Si la concertation suit son cours sur une base apaisée et constructive, il n'est d'ailleurs pas indispensable de communiquer par voie de presse* ». Mais à l'inverse « *si de fausses informations circulent, il peut être utile de les dissiper par voie de presse. Ainsi un contact en « off » avec un journaliste peut suffire et/ou précéder la remise d'informations pour préparer un article et /ou précéder une interview et/ou précéder une conférence de presse* ».

Concernant l'accueil dans les MSAP, il est écrit que « *l'accueil de 1^{er} niveau sera assuré par un animateur/un agent polyvalent d'accueil préalablement formé par la DGFIP, avec si possible une réponse*

à l'usager. A défaut, une mise en relation avec un agent de la DGFIP sera organisée (RDV téléphonique ou physique, visio conférence).

Il est par ailleurs précisé que seule la désignation d'un référent et la formation d'un agent d'accueil sont requis pour les maisons France Services (ex MSAP).

Les maisons France service ne seront pas des services des Finances publiques mais des maisons multi services, comme elles existent déjà aujourd'hui, avec un agent d'accueil rémunéré par les collectivités locales.

La cerise sur la gâteau concerne les marges de négociation, elles portent sur :

« -le lieu d'implantation des services et de leurs antennes pérennes (en nombre constant par rapport à la carte d'entrée en négociation)

- le lieu d'implantation des points d'accueils de proximité mutualisés et leur nature, voire le nombre (possible de proposer plus d'accueils de proximité »

- le lieu d'implantation du conseiller aux élus et de leur nombre, pourvu qu'ils restent implantés dans les territoires et non au chef-lieu du département

- le cadencement des opérations entre 2020 et 2022 »

Cette même note évoque également l'opportunité pour « le ministre, un de ses collègues du gouvernement ou parlementaire missionné de se déplacer dans les départements où la négociation mérite un appui politique particulier » et demande à la direction de « signaler sans délai toute réaction vive ou tension avec les élus nationaux et/ou les agents de la direction ».

Bref cette concertation n'est qu'un leurre et il n'y aura aucune marge de négociation.

Pour toutes ces raisons, il faut se mobiliser sans attendre et défendre nos missions, nos statuts et nos services publics de proximité.

Donc tous dans la rue !!!
RDV samedi 29 juin à 10h30
devant la cité administrative de Chaumont

PLAN DARMANIN
Destruction des
Finances Publiques

c'est NON!
RETRAIT IMMÉDIAT